

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 21 OCT. 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment aux articles L. 514-1 et L. 514-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 relative aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières, plastiques, textiles, etc..., utilisant une forme imprimante ;

VU les récépissés délivrés les 26 mars et 29 avril 1996 à la société CARTOTEC pour les installations qu'elle exploitait sur le site de MEYZIEU 124, rue de la République ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 10 août 2010 à la société VG GOOSSENS SA pour la reprise des activités autrefois exercées par la société CARTOTEC à l'adresse susvisée ;

VU le rapport en date du 3 septembre 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite réalisée sur le site exploité par la société VG GOOSSENS 124, rue de la République à MEYZIEU, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

➤ l'exercice d'activités relevant de la rubrique n° 2410.1° de la nomenclature des installations classées, subordonnées au régime de l'autorisation ;

.../...

➤ l'absence de résultat de contrôle des rejets atmosphériques et de plan de gestion de solvants dans le cadre des activités exercées au titre de la rubrique 2450 de la nomenclature susvisée ;

CONSIDERANT ainsi que la société VG GOOSSENS SA d'une part, se trouve en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2410) et d'autre part, ne respecte pas les prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 précité, notamment au paragraphe 6.2 (rubrique n° 2450) ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant :

➤ de déposer un dossier de demande d'autorisation en vue de régulariser la situation administrative de ses installations relevant de la rubrique 2410 de la nomenclature des installations classées et ce, conformément aux dispositions des articles R. 512-2 et suivants du code de l'environnement ;

➤ de communiquer à l'inspection des installations classées les résultats d'un contrôle des rejets atmosphériques, un plan de gestion de solvants -ou un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils- ainsi qu'un programme de surveillance des caractéristiques des émissions de polluants, visés au point 6.2 de l'arrêté du 16 juillet 2003 déjà cité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société VG GOOSSENS dont l'établissement est situé 124, rue de la République à MEYZIEU, est mise en demeure, dans le délai de *trois mois*, à compter de la notification du présent arrêté;

➤ de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement - préfecture du Rhône), en vue de la régularisation de la situation administrative de ses installations soumises à la rubrique n° 2410 de la nomenclature des installations classées, un dossier de demande d'autorisation constitué conformément aux dispositions des articles R. 512-2 et suivants du code de l'environnement, dont une copie est annexée ;

➤ de communiquer à l'inspection des installations classées, les résultats d'un contrôle des rejets atmosphériques, un plan de gestion de solvants -ou un schéma de maîtrise des émissions de composés volatils- et un programme de surveillance des caractéristiques des émissions de polluants visés au paragraphe 6.2 de l'arrêté du 6 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration, sous la rubrique n° 2450.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur départemental de la protection des populations, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MEYZIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le 21 OCT. 2010

Le Préfet

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER

